

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026-DCAT-BEPE- 150**  
**du 17 AVR 2026**

**modifiant les prescriptions applicables pour l'exploitation du parc éolien Croix Saint Marc  
sur le territoire de la commune d'Ottange (57)  
(suppression de la surveillance vibratoire de l'aérogénérateur OT-O2)**

Le préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

**Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de Monsieur Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

**Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de Monsieur Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-DLP-BUPE-120 du 18 mai 2016 modifié autorisant des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la société SEPE La Croix Saint-Marc à Ottange (57) ;

**Vu** la demande d'arrêt du suivi vibratoire de l'éolienne OT-02 transmise par la société SEPE Croix Saint Marc le 9 septembre 2025 (reçue le 15 septembre 2025) au préfet de la Moselle ainsi que les éléments d'appréciation complémentaires transmis à l'inspection des installations classées par courriels des 2 et 5 décembre 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 janvier 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de la société SEPE Croix Saint Marc le 9 février 2026 pour observations éventuelles ;

**Vu** l'absence de réponse de la société SEPE Croix Saint Marc sur le projet d'arrêté complémentaire ;

**Considérant** que la surveillance vibratoire effectuée sur l'aérogénérateur OT-02 du parc éolien Croix Saint Marc depuis l'année de mise en service du parc ne met en évidence aucun désordre lié à la propagation des vibrations issues des carrières environnantes ;

**Considérant** que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement ne rend plus nécessaire le maintien des prescriptions initiales portant sur la surveillance vibratoire de l'éolienne OT-02 ;

**Considérant** ainsi que conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la demande d'atténuation des prescriptions fixées initialement par l'arrêté préfectoral du 18 mai 2016 modifié susvisé est justifiée ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 18 mai 2016 modifié susvisé en modifiant son article 8.2 (mesures de prévention des risques) ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SEPE Croix Saint Marc, dont le siège social se situe 35 Avenue Victor Hugo – 75116 Paris, ci-après dénommée exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien dit « Croix Saint Marc » implanté sur le territoire de la commune d'Ottange (57).

### **Article 2 : Mesures de prévention des risques**

L'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2016 modifié susvisé est modifié comme suit :

« Afin de limiter les risques d'accidents, les mesures suivantes sont mises en place :

- un contrôle régulier des fondations,
- un système de détection et de prévention des vents forts,
- un dispositif d'arrêt automatique et de diminution de la prise au vent des éoliennes (mise en drapeau progressive des pales) par le système de conduite.

Les documents attestant du suivi de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

### **Article 3 : Sanctions**

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures administratives peuvent être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1<sup>er</sup>).

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

## **Article 5 : Publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Ottange et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

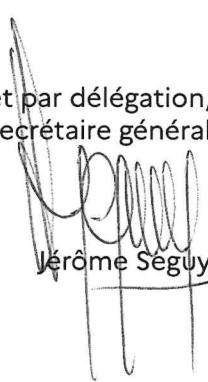
Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Thionville*) pendant une durée minimale de 4 mois.

## **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire d'Ottange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société SEPE Croix Saint Marc et au sous-préfet de Thionville.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Jérôme Ségué